



PRÉFET DE LA HAUTE-CORSE

Bastia, le 25 novembre 2013

PRÉFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

BUREAU DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ET
DES STRUCTURES TERRITORIALES

REFERENCE A RAPPELER : DRCT/BCLST/AL/MB
DOSSIER SUIVI PAR : Mlle LEPIDI – Mlle BASTIANI
TELEPHONE : 04.95.34.50.88 – 04 95 34 50 81
TELECOPIE : 04.95.34.51.06

anna.lepidi@haute-corse.gouv.fr
Milena.bastiani@haute-corse.gouv.fr

N° 2013 - 22

Le préfet

à

M. le Président du Conseil général
M. le Président du conseil d'administration du
SDIS de Haute-Corse
M. le Président de l'Office public de l'habitat
de Haute-Corse
Mmes et MM. les Maires
MM. les Présidents des établissements publics
de coopération intercommunale
Mme la Présidente du Centre départemental de
gestion de la fonction publique territoriale
**(en communication à MM. Les Sous-Préfets
de Calvi et Corte)**

Objet : Publicité des marchés passés selon la procédure adaptée.

Réf : Article 40 du code des marchés publics.

Dans le cadre du contrôle de légalité des marchés publics, il m'a semblé utile d'appeler votre attention sur les dispositions applicables en matière de publicité dans le cadre des marchés passés selon la procédure adaptée.

A cet égard, l'article 40-III-1° du code des marchés publics prévoit que, lorsque le montant estimé du besoin est compris entre 90 000 € HT et les seuils de procédure formalisée définis à l'article 26, l'avis d'appel public à la concurrence que le pouvoir adjudicateur est tenu de publier est établi conformément au modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie, dont l'arrêté actuellement en vigueur du 27 août 2011.

../..

Contrairement au modèle d'avis européen, ce modèle d'avis ne prévoit pas que la rubrique relative aux conditions de participation des candidats, à savoir les justificatifs requis pour évaluer leurs capacités qu'elles soient professionnelles, techniques ou financières, doit être obligatoirement renseignée.

Cependant, l'alinéa 1 de l'article 52 du code des marchés publics dispose que « les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions de l'alinéa précédent sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières **mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence**, ou, s'il s'agit d'une procédure dispensée de l'envoi d'un tel avis, dans le règlement de la consultation. Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité sont éliminées ».

Or, j'ai été amené à constater que les avis d'appel public à la concurrence de nombreux marchés passés selon la procédure adaptée ne comportent aucune mention relative aux conditions de participation des candidats.

Aussi, afin de garantir la sécurité juridique de vos actes de commande publique, je vous invite à veiller à compléter cette rubrique par, a minima les critères de sélection des candidatures (capacités professionnelles, techniques et financières) si ce n'est la liste des documents et renseignements devant permettre de procéder à cette sélection, ou de renvoyer cette liste au règlement de la consultation.

Mes services se tiennent bien évidemment à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire dont vous pourriez avoir besoin (Tél. 04.95.34.50.88 ou 34.50.81 et 34.50.80).

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général de la
préfecture,



Jean RAMPON